



ASSEMBLÉE PRÉSENTATIVE 16 DÉCEMBRE 2023

LE CHEMIN SE CONSTRUIT PAR NOS PAS

Pour la période de juin 2023 à novembre 2023

Le moment de l'histoire est celui d'une montée en tension des sociétés humaines. En combinant leurs effets, plusieurs données mondiales étendent leur impact sur la vie de chacun·e. Ainsi avec le changement climatique, la recrudescence des conflits armés, l'extension sans fin du domaine de la marchandisation, la bascule dans les procédés numériques entremêlent leurs conséquences et réorganisent tout, toujours plus vite et toujours davantage. Aucun sujet ne se traite séparément. Une cause commune les domine tous : le déploiement d'un mode de production capitaliste irresponsable, animé par un objectif absurde d'accumulation sans limite de profits au bénéfice d'une petite minorité.

Le meilleur ou le pire peuvent résulter de ce contexte. Un nouvel élan de la civilisation humaine ou son effondrement. En toute hypothèse, la solution est dans le peuple et son action. Encore faut-il qu'il se donne les moyens d'agir. Il le tente de multiples manières sous toutes les latitudes. Nous sommes totalement engagé·es dans ses efforts d'insoumission. Pour y répondre, nous proposons un programme, *l'Avenir en commun*, une stratégie, la Révolution citoyenne, un outil évolutif et tourné vers l'action, le mouvement de la France insoumise, et une source de décryptage intellectuel et de formation, l'Institut La Boétie.

En épousant à chaque étape les causes du peuple, nous avons contribué à de magnifiques avancées. En Europe, elles confèrent à l'action du peuple de France une singularité d'audace et de combativité. La percée électorale aux élections présidentielle et législatives de l'an passé en sont un signal. Il a été amplifié par la mobilisation sociale la plus importante depuis cinquante ans dans la lutte pour le droit à la retraite. Nous connaissons nos forces, les moyens par lesquels nous les avons acquises et par lesquels nous continuons à avancer. Mais nous connaissons aussi nos difficultés et nos faiblesses. Nombre se règlent sur le terrain par la pratique, l'initiative et la créativité de l'action militante. Le chemin se construit par nos pas en avant.

Mais notre tactique d'action est confrontée à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la NUPES. Elle a mis en difficulté notre stratégie d'union populaire, qui est pour nous le chemin vers une victoire démocratique. Le revers subi ne peut donc être la fin de la méthode du rassemblement autour d'une politique de rupture avec le système. Nous devons au contraire nous demander simplement et concrètement comment formuler désormais cette stratégie et comment la faire vivre dans de nouvelles conditions plus durables, en lien avec les grandes forces sociales du pays qui résistent à la normalisation de toute vie par un système injuste. Et aussi dans des formes mieux comprises du grand nombre pour qui la crédibilité commence par la clarté des méthodes, des objectifs, et le respect mutuel dans l'action. Encore une fois, nous jetterons les rancunes à la rivière. Nous ne participerons à aucun procès contre

celles et ceux qui portent la responsabilité de cette mise en impasse. Nous nous en tiendrons à un choix positif : comment continuer à travailler à l'union populaire d'une autre manière ? Ce texte se concentre sur cette seule question, sans grands mots et propose une façon d'agir concrète.

Les insoumises et insoumis, premiers artisans et partisans de la NUPES

En mai 2022, après le résultat de 22% de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, nous avons constitué la NUPES. Sa mise en place fut un événement inédit. Pour la première fois de l'histoire, les forces politiques de la gauche d'avant présentaient avec la France insoumise sur toutes les circonscriptions de l'hexagone des candidatures communes porteuses d'un programme de rupture avec le capitalisme et le productivisme. Il s'en est fallu de peu, en voix comme en pourcentage, qu'elle permette l'élection d'une majorité de député·es à l'Assemblée nationale. Mais la NUPES est arrivée en tête du premier tour et elle a multiplié par trois le nombre de député·es de l'opposition de gauche. Elle a donné l'espoir d'une véritable alternative pour des millions de citoyennes et de citoyens face au macronisme et à la menace de l'extrême droite.

Depuis lors, les insoumis·es se sont mobilisé·es, nationalement comme localement, partout en France pour travailler au renforcement de la NUPES. Notre jeune tradition n'est pas celle des débats internes sans fin, mais celle de l'action de terrain qui convainc et fédère. Nous avons proposé de l'approfondir et de l'ouvrir en initiant des "assemblées de la NUPES" à l'échelle des communes ou des circonscriptions permettant de réunir toutes celles et tous ceux qui voulaient défendre son programme. Nous avons souhaité faire vivre et grandir le parlement de la NUPES, mis en place pendant les élections législatives afin de réunir des figures syndicales et associatives, les intellectuel·les et les personnalités du monde de l'art et de la culture. Nous nous sommes battu·es pour construire la NUPES aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat en proposant un groupe commun à l'Assemblée nationale et des listes communes pour les élections sénatoriales. Nous avons milité et soutenu toutes les initiatives pour former une liste commune aux élections européennes dont celles des jeunes de la NUPES et avons proposé aux écologistes de conduire cette liste de rassemblement. Nous avons souhaité préparer ensemble les élections municipales. Nous nous sommes mobilisé·es sans cesse pour renforcer la NUPES. Car cela constituait sans aucun doute le plus court chemin pour permettre la prise du pouvoir en 2027.

La NUPES face aux blocages de la gauche d'avant

Malheureusement, malgré tous nos efforts et les attentes populaires, la NUPES s'est vite heurtée aux blocages des appareils de la gauche d'avant. Ainsi, nos différentes propositions ont toutes, sans exception, été refusées par une partie ou par l'ensemble des autres forces de la NUPES. Et à aucun moment, il ne nous a été fait de contre-propositions permettant de dépasser des situations de blocage. Si d'autres initiatives ont pu avoir lieu, c'est bien souvent la persévérance des insoumis·es qui a permis que des assemblées locales se réunissent tout de même, en présence de forces associatives et syndicales ou que des actions conjointes se fassent sur le terrain. De fait, face à cette obstruction organisée, notre rassemblement inédit s'est vite réduit à une simple structure de coordination entre groupes parlementaires à l'Assemblée nationale. Et les derniers mois ont révélé les tentations de certains de nos partenaires à renoncer à la ligne de rupture sur laquelle nous nous sommes rassemblé·es pour revenir aux logiques de la gauche d'avant, dans le compromis avec le néolibéralisme et dans l'alignement avec les théories du choc des civilisations. Nous connaissons la suite : début octobre, le PCF, après maintes déclarations hostiles, a pris la décision de quitter la NUPES ; le PS, divisé en deux, a suspendu sa participation aux réunions de l'intergroupe à l'Assemblée nationale avant d'effacer toute référence à notre alliance dans le nom de son groupe parlementaire ; quand à EELV, sa direction persiste à empêcher toute liste commune de la NUPES aux élections européennes.

L'Union populaire jusqu'à la victoire !

Pour autant, les raisons qui ont conduit à vouloir la NUPES demeurent. Tout comme les espoirs qu'elle a suscités. Ils ne peuvent pas être effacés par le refus de telle ou telle formation politique de poursuivre sur le chemin de l'unité. Tout comme il ne peut pas être question de remettre en cause des engagements programmatiques pris devant les électrices et les électeurs. Notre stratégie est l'union populaire. Non comme un slogan mais comme une réalité construite autour d'objectifs concrets de rupture avec le capitalisme et le productivisme. C'est-à-dire un programme fondé sans concessions sur les intérêts écologiques et sociaux du peuple.

Peut-on poursuivre et renforcer la démarche ? Oui, si nous élargissons l'adhésion populaire autour du programme de la NUPES. C'est à l'ensemble des groupes politiques, personnalités, militant·es engagé·es dans une organisation politique, syndicalistes, militant·es du monde associatif que nous nous adressons. Nous leur disons que le refus objecté par des appareils politiques de la gauche d'avant ne doit pas empêcher de nous réunir pour préparer ensemble la grande confrontation démocratique de 2027. Et pour cela nous devons faire de chaque rendez-vous électoral un rendez-vous d'adhésion avec notre programme et notre méthode d'implication populaire à la base.

Nous leur proposons :

- de nous retrouver ensemble dans un nouvel espace, inspiré du Parlement de l'Union populaire, pour faire vivre notre démarche de rassemblement ;
- de nous regrouper partout en France dans des assemblées de l'Union populaire ouvertes à toutes et tous ;
- de poursuivre le travail programmatique des jeunes de la NUPES, à partir du programme partagé déjà signé entre les partis en 2022, pour porter un programme commun pour les élections européennes de juin 2024 ;
- de bâtir ensemble une liste commune de candidat·es pour porter ce programme dans cette élection ;
- d'œuvrer ensemble à la préparation de tous les scrutins suivants, à commencer par les élections municipales de 2026 ;
- de réunir une Convention de l'Union populaire en mars prochain afin de lancer ensemble cette dynamique.

Aux européennes, faisons grandir l'Union populaire !

Les élections européennes de juin 2024 auraient dû être l'occasion d'une liste commune de la NUPES. C'était là se donner la possibilité de battre les macronistes et l'extrême droite et de prolonger l'espoir de notre victoire au premier tour des législatives. C'était là la meilleure manière de préparer la grande confrontation démocratique de 2027. Mais cette possibilité a été refusée par les appareils écologistes, communistes et socialistes. L'union peut se faire sans celles et ceux qui la divisent. C'est notre devoir de l'entreprendre.

C'est pourquoi, en cohérence avec notre démarche de construction de l'Union populaire, nous porterons une liste ouverte, porteuse du programme commun de la NUPES. Manon Aubry, co-présidente du groupe de la Gauche au Parlement européen, sera en charge de la coordination du travail préparatoire à ces élections, en lien avec Nathalie Oziol et Paul Vannier, pour l'Espace Batailles électorales, et avec Clémence Guetté et Hadrien Clouet, pour l'Espace Bataille des idées.

Défendre le programme commun de la NUPES

Pendant cette campagne, nous défendrons les propositions du programme commun de la NUPES, comprenant notamment un chapitre entier sur les questions européennes, autour duquel ont été élue·s 151 député·es à l'Assemblée nationale. Nous nous appuierons également sur le travail programmatique des jeunes de la NUPES, sur le travail des groupes thématiques de la France insoumise et sur les propositions des syndicalistes, activistes, intellectuel·les ou artistes qui s'associeront à cette démarche.

Ce programme présentera les combats concrets que mèneront les eurodéputé·es de l'Union populaire, dans la continuité du travail effectué depuis 2019 par la délégation insoumise au Parlement européen : pour la conquête de nouveaux droits écologiques, sociaux et démocratiques face à l'arc réactionnaire qui se constitue à Bruxelles et à Strasbourg alliant une partie des libéraux jusqu'à l'extrême droite.

Face à l'explosion des prix, face à la maltraitance sociale qui frappe les peuples en Europe, face à la multiplication des catastrophes climatiques, notre programme portera une rupture avec le cours actuel néolibéral, productiviste et anti-démocratique de l'Union européenne. Nous devons rompre avec les dogmes néolibéraux d'austérité, de libre-échange et de marché : cela devra nécessairement passer par des rapports de force et par la désobéissance pour revoir les traités européens en profondeur. Nous serons également les défenseur·es de la paix, du respect du droit international et de la justice pénale internationale en toute circonstance contre les invasions, les crimes de guerre et le crime organisé au niveau mondial.

Une liste à l'image de l'Union populaire

Notre liste sera bien évidemment à l'image de l'Union populaire, en regroupant des organisations politiques, des syndicalistes, des militant·es des associations, des intellectuel·es et des figures engagées dans les combats sociaux, écologistes, féministes, antiracistes ou internationalistes. Elle s'appuiera sur le travail et l'expérience de la délégation des eurodéputé·es insoumis·es et sera ouverte à toutes celles et tous ceux qui souhaitent une rupture avec les politiques européennes actuelles pour répondre aux défis du chaos climatique, de l'explosion des inégalités et de l'instabilité géopolitique que notre continent doit d'urgence relever. Elle le fera en lien avec nos allié·es à travers toute l'Union européenne, rassemblé·es au sein de la coalition « Maintenant le Peuple » qui comptera de nouveaux partenaires.

En pratique, et dès le mois de janvier 2024, un appel à candidatures sera adressé aux insoumis·es souhaitant s'engager comme candidat·e dans notre campagne européenne. Reçues par le Comité électoral, leurs candidatures seront présentées dans la deuxième quinzaine de janvier pour avis des boucles départementales de résidence de nos futur·es candidat·es. Parallèlement, nous travaillerons à l'ouverture de notre liste à des candidatures d'Union populaire hors des rangs actuels de la France insoumise. Au cours du mois de février, le Comité électoral de la France insoumise élaborera et ordonnera notre liste de 83 candidat·es puis proposera cette liste à l'approbation des insoumis·es par un vote en ligne. Le programme et la liste seront présentés en mars 2024 lors de la convention de l'Union populaire.

ASSEMBLÉE RÉPRÉSENTATIVE 23

ASSEMBLÉE RÉPRÉSENTATIVE 16 DÉCEMBRE 2023

Événements fondateurs, les Conventions et les Assemblées représentatives permettent la construction collective de la France insoumise.

Ces rassemblements fixent les objectifs et les campagnes du mouvement en respectant le travail de fédération autour du programme *L'Avenir en commun*.

Ils proposent également de réfléchir à de nouvelles formes d'actions, à la création de nouveaux outils et à l'évolution des différents supports programmatiques.

La France insoumise se réunira au moins deux fois par an en Assemblée représentative. Les Assemblées représentatives réunissent les animateur·rices des Pôles et des Espaces du mouvement, ainsi qu'un·e insoumis·e tiré·e au sort parmi les animateur·rices de groupes d'action certifiés de chaque département, des Outre-mer et des Français·es de l'étranger. Les Assemblées représentatives font le lien entre la Coordination des Espaces et les groupes d'action de la France insoumise.